



GESTION PUBLIQUE

La veille internationale en brèves

N° 65 – février 2016

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

Note réactive du mois

N° 80 – Singapour performance et qualité au cœur de la fonction publique



Les cinquante ans qui se sont écoulés depuis son indépendance en 1965 en ont fait de loin la plus belle ascension économique de l'histoire moderne. Devenue le 3^e pays au monde pour le revenu par habitant la ville-État, qui concentre notamment ses efforts sur l'éducation, la lutte contre la pollution et la sécurité des personnes, s'est fait connaître pour son modèle de fonction publique.

[en savoir plus](#)

Actualité de la gestion publique

1 - Gestion de la performance (audits, budget, indicateurs)

Allemagne



Le ministère fédéral des Finances a présenté son quatrième « **rapport sur la viabilité des finances publiques** », qui est établi une fois par législature (soit tous les 4 ans). Ce document couvre la période allant de 2015 à 2060. Il se concentre sur les **défis démographiques** (vieillesse et diminution de la population) auxquels est confrontée la politique budgétaire. Il établit un « **écart de viabilité** » qui, selon les calculs actuels, se situe entre 1,2 % (variante optimiste) et 3,8 % (variante pessimiste) du produit intérieur brut. Ceci est le **coût financier** qui serait nécessaire à partir de 2016 afin d'assurer la viabilité à long terme des finances publiques. Le rapport précise que l'incidence de l'afflux migratoire n'a pas été estimée.

[en savoir plus](#)

Danemark



Première place mondiale, pour la quatrième année consécutive, pour le pays scandinave selon le classement 2015 de Transparency International, publié le 27 janvier dernier et qui évalue la **perception de la corruption** dans 168 pays. Le ministre des Affaires étrangères, Kristian Jensen, a salué cette distinction : « Notre secteur public est ainsi reconnu pour être **bien organisé et transparent** et cela montre que nous offrons un environnement sûr et stable aux personnes et aux entreprises ». La Banque mondiale a classé le pays comme le **meilleur endroit en Europe** pour les entreprises, tandis que le magazine *Forbes* l'a classé **en premier pour les affaires** au niveau mondial.

[en savoir plus](#)

<p>Espagne</p> 	<p>José Luis Escrivá, président de l'institution fiscale indépendante (AIReF) a clôturé une conférence qui se tenait à l'institut d'économie de Barcelone sur le thème « le cadre de la gouvernance budgétaire dans l'UE : vers un modèle plus décentralisé ». Présidant, depuis septembre 2015, le réseau des institutions fiscales indépendantes de l'Union européenne, il a déclaré que « renforcer les cadres budgétaires des États est une clé pour améliorer le fonctionnement du pacte de stabilité et de croissance au sein de la zone euro ». Selon lui, il est indispensable de renforcer le rôle des institutions fiscales indépendantes (garantir l'accès à l'information, mise à disposition de ressources et indépendance du pouvoir politique).</p> <p>en savoir plus</p>
<p>Royaume-Uni</p> 	<p>Dans le cadre de son plan de modernisation du secteur public (dont l'économie a été chiffrée à 12 milliards de livres sterling), le gouvernement a annoncé, le 5 février, une harmonisation des indemnités de licenciement pour en limiter l'écart avec celles constatées dans le secteur privé (15 800 au lieu de 12 700 livres). Dans une note d'orientation sur les conditions de rémunération du secteur public, Greg Hands, Secrétaire général au Trésor, a ainsi annoncé la fixation de l'indemnité à trois semaines de salaire par année d'ancienneté, et d'un plafond salarial (80 000 livres ou 15 mois de salaire) pour le calcul de cette indemnité. Le texte prévoit l'instauration d'un système dégressif à l'approche de la retraite.</p> <p>en savoir plus</p>

2 - Organisation et mise en œuvre du service public

<p>Canada</p> 	<p>À compter du 1^{er} avril prochain, l'Administration fédérale va équiper les ordinateurs de tous ses personnels d'un outil de traduction automatique. Cette initiative doit permettre au plus grand nombre de fonctionnaires de communiquer par écrit dans l'autre langue officielle. Le nouvel outil a été élaboré en collaboration avec le bureau de la Traduction, qui a intégré la terminologie propre aux ministères fédéraux et a été chargé de l'évaluation de la qualité des textes. Tout en cherchant à renforcer le partenariat public-privé pour la traduction de ses documents, le gouvernement veut apporter une compensation à la drastique réduction d'effectifs des traducteurs (deux fois moins de postes qu'il y a dix ans).</p> <p>en savoir plus</p>
<p>Lettonie</p> 	<p>Le ministère des Transports va modifier son mode de délivrance des permis de conduire. Les demandeurs devront se présenter dans l'un des dix bureaux de la direction du Traffic et de la Sécurité routière pour remettre leur demande. Les données seront vérifiées auprès du fichier central et le titre (au format européen) sera réalisé sur place, dans un délai de vingt minutes maximum. Grâce à une technologie sécurisée, les services de police pourront, lors des contrôles, s'assurer rapidement et sans appareil de vérification, de l'authenticité du titre. Pour cette nouvelle technologie, l'Administration a passé un marché avec une société allemande pour une durée de cinq ans.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Nouvelle-Zélande</p> 	<p>Pour financer sa participation à la construction d'une liaison ferroviaire souterraine centrale, la ville d'Auckland envisageait de mettre en place un système de péage routier sur les voies rapides desservant la commune. Le gouvernement avait, dans un premier temps, émis un avis défavorable à cette décision, indiquant que cela « aurait un impact sur le revenu disponible des habitants ». La ville a organisé une consultation auprès de ses administrés, qui se sont prononcés en faveur de cette démarche. John Key, Premier ministre, a pris acte de ce résultat et informé que l'État prendrait en charge la moitié du coût total des travaux, conformément au contrat passé.</p> <p>en savoir plus</p>
<p>Slovaquie</p> 	<p>Un « centre client » permettant aux citoyens et résidents d'effectuer les démarches administratives les plus courantes a été ouvert le 1^{er} février dans le centre de Bratislava. Il regroupe les services précédemment répartis sur dix sites. Seuls les services de l'immigration n'ont pas encore été transférés. Le bâtiment inauguré par le Premier ministre, Robert Fico, et le ministre de l'Intérieur, Robert Kaliňák, est l'un des 79 centres client en cours d'installation sur le territoire dans le cadre de la réforme « efficace, fiable et ouvert » de l'Administration. Selon le chef du gouvernement : « Notre plan était d'économiser plus de 700 millions d'euros, mais nous avons atteint cet objectif dès l'année dernière ».</p> <p>en savoir plus</p>

3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

Autriche 	L'administration fiscale n'accepte plus, depuis le 1 ^{er} février, que les paiements d'impôts effectués sous la forme de virements SEPA , réalisés exclusivement par une opération de banque en ligne . Le ministère des Finances justifie cette décision en raison de la suppression, à cette même date et en application de la réglementation européenne , des reçus papier qui accompagnaient les virements traditionnels effectués au guichet, impliquant aujourd'hui une saisie manuelle des références par les banques et pouvant entraîner des erreurs d'imputation. Pendant une période transitoire de six mois, les banques devront ajouter le motif « paiement d'impôt » à tous les virements à destination d'un centre des finances publiques. en savoir plus
Brésil 	Grâce au programme « Sao Paulo Aberta » (Sao Paulo ouvert), la première ville du pays veut sensibiliser l'ensemble de ses agents publics aux bénéfices de la participation active de la société civile . 24 cours (réseaux sociaux, données ouvertes et logiciels libres), accessibles en ligne et assurés par des citoyens , sont déjà proposés aux 150 000 fonctionnaires de l'agglomération. Les organisateurs espèrent la participation de 25 000 d'entre eux cette année. Les agents volontaires se verront récompensés dans leur évaluation et pourront obtenir une augmentation de leurs primes. Les formateurs s'engagent à assurer dix heures de cours par mois pendant six mois, pour une rémunération mensuelle de 1 000 reals (230 euros). en savoir plus
Finlande 	L'université Aalto d'Espoo organise un cours multidisciplinaire en collaboration avec l'administration fiscale, le registre central de la population, les services de santé et un prestataire privé (Accenture). L'objectif du cours est d'accélérer la numérisation des services publics dans le pays. Les services publics ont présenté les défis qu'ils doivent relever et des groupes d'étudiants leur ont fait des propositions de solutions pour améliorer leur organisation et accroître l'utilisation des services mobiles. «Tous les concepts étaient créatifs et pratiques . Nous pourrions commencer à mettre en œuvre chacun d'eux dès demain » précise Mika Pulkkinen, responsable du développement de l'administration fiscale. en savoir plus
Italie 	En mars, et pour une durée de deux ans, les administrations municipales vont tester la nouvelle carte d'identité électronique annoncée par le gouvernement le 4 janvier dernier. L'annonce a été faite par l'Agenzia per l'Italia Digitale (AgID), qui la réalise en collaboration avec le ministère de l'Intérieur. Cette nouvelle carte contiendra l'empreinte digitale, le numéro de sécurité sociale et les informations relatives au certificat de naissance. Elle pourra également, sur demande de son titulaire, stocker le consentement pour un don d'organe , un numéro de téléphone et une adresse électronique ainsi que la signature électronique pour s'authentifier dans le cas de démarches administratives en ligne . en savoir plus

4 - Gestion des ressources humaines

Belgique 	Deux des trois régions du pays s'intéressent à la semaine de quatre jours dans le secteur public . La région de Bruxelles-Capitale, tout d'abord, va tester cette organisation du travail dans une entreprise publique (Bruxelles-Propreté). C'est ce qu'a indiqué Didier Gosuin, le ministre de l'Économie et de l'Emploi. La région wallonne a, quant à elle, par la voix de son ministre de la Fonction publique, Christophe Lacroix, précisé qu'elle souhaitait la tester sur des emplois peu qualifiés . La mesure qu'il considère comme « socialement soutenable » serait financée par une diminution des cotisations patronales et sur une diminution du nombre d'allocations de chômage à payer. en savoir plus
États-Unis 	Sur les 2,1 millions d'employés que compte l'Administration fédérale, un quart a un revenu annuel au moins égal à 100 000 dollars . Ils n'étaient que 66 000 il y a quinze ans, ce qui représente une augmentation de 800 % . Les offres d'emploi publiées par le gouvernement, et relayées par les plus grands groupes de recrutement, sont devenues extrêmement populaires et on compte en moyenne 75 candidats pour un poste. Selon le Bureau of Economic Analysis, un fonctionnaire fédéral gagne aujourd'hui 49 % de plus que son homologue dans le secteur privé (pour 25 % en 1990), mais lorsqu'on y inclut les avantages liés à la retraite et à la couverture santé, l'écart atteint 75 % (pour 39 % en 1990). en savoir plus

Hongrie



Effectuant une comparaison avec deux autres pays membres du [groupe Visegrad](#) (la Pologne et la République tchèque) qui ont un taux d'emploi public de 10 et 13 %, János Lázár, ministre en charge de la Fonction publique, a annoncé la volonté du gouvernement de **diminuer le nombre de structures administratives et d'agents publics** (qui représentent 20 % des personnes en activité). 6 000 postes (soit 17 % de l'effectif) dans les 19 bureaux de districts doivent être supprimés avant la fin de l'année. Une **indemnité de départ volontaire** de 5 à 10 millions de forints (soit de 16 720 à 33 440 euros) sera attribuée et les personnels restant en poste **seront augmentés** de 50 %.

[en savoir plus](#)

Portugal



Les employés du secteur public sont **ceux qui travaillent le plus** au sein de l'Union européenne, suivis de leurs collègues slovènes, hongrois, lettons, polonais, tchèques et roumains. C'est le résultat d'une étude intitulée : « Le modèle d'organisation et **la durée du temps de travail dans l'administration publique** - analyse comparative dans 27 États membres de l'UE (hors Croatie) ». Le passage aux 40 heures, exigé par la Troïka comme cela a été fait en Grèce, est entré en vigueur le 28 septembre 2013. Le nouveau ministre des Finances, Mario Centeno, a cependant indiqué qu'un **retour aux 35 heures**, demandé par de nombreux syndicats, « devra se faire **sans coûts supplémentaires pour l'État** ».

[en savoir plus](#)

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MYLÈNE ORANGE-LOUBOUTIN
RÉDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN /
GENEVIÈVE RAFFAËLLI, NADINE BERNET
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

recherche.igpde@finances.gouv.fr – [@Igpde_Gp](https://twitter.com/Igpde_Gp)

<http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique>

PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2016



MINISTÈRE
DES FINANCES
ET DES COMPTES
PUBLICS

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INDUSTRIE
ET DU NUMÉRIQUE